

parler sans équivoque, ainsi qu'au ministre, et leur faire savoir ce que nous pensons exactement de Radio-Canada.

J'écoute toujours avec intérêt toutes les causes que plaide la CCF. Quand elle se porte à la défense de quelque organisme, c'est un signe certain qu'elle croit que l'administration, la ligne de conduite et le reste sont favorables à ses idées. Nous avons eu aujourd'hui un autre exemple de ce qui s'est passé il y a quelques années, lorsque le chef de la CCF a pris la parole pour défendre ardemment Radio-Canada et accuser en même temps les stations privées du Canada de trahison, ajoutant que, s'étant rendues coupables de trahison, elles devraient être interdites, et le reste.

Oui, je me méfie toujours de ce qu'appuient sans réserve les cécéistes, et lorsque leur porte-parole a déclaré aujourd'hui qu'il espérait que les remarques idiotes de l'honorable député de Hamilton-Sud,—et je ne suis pas sûr qu'elles fussent tellement idiotes,—ne discréditeraient pas Radio-Canada aux yeux de la population, lorsque j'ai entendu ces propos et ceux qui ont suivi, je n'ai pu m'empêcher de conclure que Radio-Canada telle qu'elle est constituée, avec ses règlements, les lois qui la gouvernent et le programme que lui a assignés le gouvernement, a tout ce qu'il faut pour plaire aux députés de gauche, répond même à tout ce que la CCF n'a cessé de préconiser. La Société est socialiste dans sa conception; elle l'est dans son administration, et reflète quasi constamment les vues socialistes de gauche. Voilà pourquoi ce parti exulte à l'endroit de Radio-Canada et souhaite à tout prix que la Société reste dans les bonnes grâces de la population.

Les cécéistes ne veulent pas d'un changement. Monsieur le président, voilà sans doute la meilleure raison du monde que le ministre ferait mieux d'examiner la situation et d'interroger le président du Bureau des gouverneurs afin de pouvoir opérer le changement qui s'impose et adapter le mieux possible l'organisme à l'esprit de libre entreprise, si c'est bien là l'idéal auquel vous avez foi. Autrement, bien entendu, vous n'aurez qu'à laisser aller les choses du train où elles vont, parce que la présente organisation ne s'inspire en rien de la libre entreprise, et n'y arrivera jamais sous le régime des règlements qui la régissent en ce moment, avec les lois et le programme que lui ont assignés le gouvernement.

Je n'y vais pas par quatre chemins. Je n'impute le blâme ni au ministre, ni au président du Bureau des gouverneurs de Radio-Canada. Le gouvernement tout entier doit assumer la responsabilité de cette chose.

Mon honorable ami du parti CCF a dit bien des choses au sujet de Radio-Canada mais, de façon générale, il a pris sa défense et a demandé qu'aucun changement ne soit apporté à cet organisme. Or, dans le passé je n'avais jamais pu consacrer beaucoup de temps à l'écoute des commentateurs de Radio-Canada, mais l'hiver dernier, j'ai pu le faire. La maladie m'ayant cloué au lit pendant assez longtemps, j'ai pu souvent entendre des commentateurs tant étrangers que canadiens. Pendant ma convalescence, j'ai porté une attention particulière à ce qui se passait sur les ondes et, après avoir suivi ces commentaires avec soin pendant plusieurs mois, je puis maintenant comprendre comment il se fait que le parti CCF chante les louanges de Radio-Canada et de ses actes, et qu'il se porte si régulièrement à sa défense.

J'ai entendu les Milton Shulman, les Marcus Long, les Leonard Beaton, les Murray Ballantyne, les Alex Josey, et autres, certains étant de l'Angleterre et d'autres du Canada, et chacun d'eux, sauf erreur, penchait vers la gauche. Ils ont monté en épingle les faiblesses de la politique britannique quand ils ont commenté, par exemple, la situation à Chypre, à Malte ou ailleurs, comme en Afrique-Orientale anglaise, par exemple. L'un d'eux a parlé du Kenya. Tout ce qu'ils ont dit avait une tendance vers la gauche et condamnait l'attitude des Anglais. S'ils avaient été communistes, ils n'auraient pas procédé autrement pour détruire le Commonwealth et son unité.

Je comprendrais cela, si, dans l'espace de quelques jours ou d'une ou deux semaines, on avait présenté le point de vue opposé. C'est en vain que j'ai attendu cela. Pas une seule fois l'autre côté n'a eu la chance de se faire entendre à Radio-Canada. Y a-t-il lieu de s'étonner si l'attitude de la Grande-Bretagne est vivement critiquée, si le Commonwealth s'affaiblit? Faut-il s'étonner que les idées des gens penchent de plus en plus vers la gauche? J'accuse Radio-Canada de refuser ou de négliger de fournir aux tenants de la contre-partie l'occasion d'exposer leurs idées et de rétablir ainsi l'équilibre. On m'a dit plusieurs fois que Radio-Canada essaie de maintenir l'équilibre. Je dois dire que pendant les mois que j'ai dû passer au lit, où je n'avais rien d'autre à faire que d'écouter les commentaires et les nouvelles à la télévision, je n'ai constaté aucun effort en vue de présenter l'autre côté de la question, c'est-à-dire, la thèse favorable aux Britanniques, à l'entreprise privée, au programme concernant le droit pour les peuples de disposer d'eux-mêmes.

Pas une seule fois durant cette période où j'écoutais les commentaires, je n'ai entendu